

L'EMPIRE KNOUTO-GERMANIQUE ET LA RÉVOLUTION SOCIALE

“LA RÉVOLUTION SOCIALE OU LA DICTATURE MILITAIRE” (1)

Michel BAKOUNINE

d'après l'édition de 1871 - Genève - Imprimerie coopérative, 8 rue de Carouge.

DIXIÈME PARTIE (début): “QUE FALLAIT-IL FAIRE DES BONAPARTISTES?”

(2)

Le gouvernement de la Défense nationale devait-il et pouvait-il le souffrir? Il me semble qu'à cette question il ne peut exister qu'une réponse: Non, mille fois non. Son premier, son plus grand devoir, au point de vue du salut de la France, c'était d'extirper jusque dans sa racine la conspiration et l'action malfaisante des bonapartistes. Mais comment l'extirper? Il n'y avait qu'un seul moyen: c'était de les faire arrêter et emprisonner d'abord, tous en masse, à Paris et dans les provinces, à commencer par l'impératrice Eugénie et sa cour, tous les hauts fonctionnaires militaires et civils, sénateurs, conseillers d'État, députés bonapartistes, généraux, colonels, capitaines au besoin, archevêques et évêques, préfets, sous-préfets, maires, juges de paix, tous le corps administratif et judiciaire, sans oublier la police, tous les propriétaires notoirement dévoués à l'empire, tout ce qui consiste en un mot la bande bonapartiste.

Cette arrestation en masse était-elle possible? Rien n'était plus facile: le gouvernement de la Défense nationale et ses délégués dans les provinces n'avaient qu'à faire un signe, tout en recommandant aux populations de ne maltraiter personne, et on pouvait être certain qu'en peu de jours, sans beaucoup de violence et sans aucune effusion de sang, l'immense majorité des bonapartistes, surtout tous les hommes riches, influents et notables de ce parti, sur toute la surface de la France auraient été arrêtés et emprisonnés. Les populations des départements n'en avaient-elles pas arrêté beaucoup de leur propre mouvement dans la première moitié de septembre, et, remarquez-le bien, sans faire de mal à aucun, de la manière la plus polie et la plus humaine du monde.

La cruauté et la brutalité ne sont plus dans les moeurs du peuple français, surtout ils ne sont plus dans les moeurs du prolétariat des villes de la France. S'il en reste quelques vestiges, il faut les chercher

(1) Titre de la publication de 1871, mais dont le titre fut rectifié par un *Erratum* en deuxième page. (Note A.M.)

(2) Annotation et sous-titre *Anti.mythes*.

(3) Voici en quels termes M. Louis Blanc le lendemain de la victoire remportée en juin par les gardes nationales bourgeoises sur les ouvriers de Paris:

« Rien ne saurait rendre la situation et l'aspect de Paris pendant les heures qui précédèrent et suivirent immédiatement la fin de ce drame inouï. A peine l'état de siège avait-il été déclaré, que des commissaires de police étaient allés dans toutes les directions ordonner aux passants de rentrer chez eux. Et malheur à qui reparaitrait, jusqu'à décision nouvelle, sur le seuil de sa porte. Le décret vous avait-il surpris vêtu d'un habit bourgeois, loin de votre demeure, vous y étiez reconduit de poste en poste, et sommé de vous y renfermer. Des femmes ayant été arrêtées portant des messages dans leurs cheveux, et des cartouches ayant été saisies dans la doublure de quelques fiacres, tout devint matière à soupçon. Les cercueils pouvaient contenir de la poudre: on se défia des enterrements, et les cadavres, sur la route de l'éternel repos, furent notés comme suspects. La boisson fournie aux soldats (de la garde nationale, bien entendu) pouvait être empoisonnée: on arrêta par précaution de pauvres vendeurs de limonade, et des vivandières de quinze ans firent peur. Défense aux citoyens de se montrer aux croisées et même de laisser les persiennes ouvertes, car l'espionnage et le meurtre étaient là aux aguets sans doute! Une lampe agitée derrière une vitre, les reflets de la lune sur l'ardoise d'un toit, suffirent pour répandre

en partie chez les paysans, mais surtout dans la classe aussi stupide que nombreuse des boutiquiers. Ah! ceux-là sont vraiment féroces! Ils l'ont prouvé en juin (3), et bien des faits prouvent qu'ils n'ont pas changé de nature aujourd'hui. Ce qui rend surtout le boutiquier si féroce, c'est, à côté de sa stupidité désespérante, sa lâcheté, c'est la peur, et son insatiable cupidité. Il se venge pour la peur qu'on lui a fait éprouver et pour les risques qu'on a fait courir à sa bourse qui, à côté de sa grosse vanité, constitue, comme on sait, la partie la plus sensible de son être. Il ne se venge que lorsqu'il peut le faire absolument sans le moindre danger pour lui-même. Oh! mais alors il est sans pitié.

Quiconque connaît les ouvriers de France sait que, si les vrais sentiments humains, si fortement diminués et surtout si considérablement faussés de nos jours par l'hypocrisie officielle et par la sensiblerie bourgeoise se sont conservés quelque part, c'est parmi eux; c'est la seule classe de la société aujourd'hui dont on puisse dire quelle est réellement généreuse, trop généreuse par moment, et trop oublieuse des crimes atroces et des odieuses trahisons dont elle a été trop souvent la victime. Elle est incapable de cruauté. Mais il y a en elle en même temps un instinct juste qui fait marcher droit au but, un bon sens qui dit que quand on veut mettre fin à la malfaisance, il faut d'abord arrêter et paralyser les malfajteurs. La France était évidemment trahie; il fallait empêcher les traîtres de la trahir davantage. C'est pourquoi, presque dans toutes les villes de France, le premier mouvement des ouvriers fut d'arrêter et d'emprisonner les bonapartistes.

Le gouvernement de la Défense nationale les fit relâcher partout. Qui a eu tort, les ouvriers ou le gouvernement? Sans doute le dernier. Il n'a pas eu seulement tort, il a commis un crime en les faisant relâcher. Et pourquoi n'a-t-il pas fait relâcher en même temps tous les assassins, les voleurs et les criminels de toutes sortes qui sont détenus dans les prisons de France? Quelle différence y a-t-il entre eux et les bonapartistes? Je n'en vois aucune, et si elle existe, elle est toute en faveur des criminels communs, toute contre les bonapartistes. Les premiers ont volé, attaqué, maltraité, assassiné des individus. Une partie des derniers ont littéralement commis les mêmes crimes, et tous ensemble ils ont pillé, violé, déshonoré, assassiné, trahi et vendu la France, un peuple entier. Quel est le crime le plus grand? Sans doute celui des bonapartistes.

Le gouvernement de la Défense Nationale aurait-il fait plus de mal à la France, s'il avait relâché tous

l'épouvante. Déplorer l'égarément des insurgés; pleurer, parmi tant de vaincus, ceux qu'on avait aimés, nul ne l'eut osé impunément. On fusilla une jeune fille parce qu'elle avait fait de la charpie, dans une ambulance d'insurgés, pour son amant peut-être, pour son mari, pour son père!

La physionomie de Paris fut, durant quelques jours, celle d'une ville prise d'assaut. Le nombre des maisons en ruines et des édifices auxquels le canon avait fait brèche témoignait assez de la puissance de ce grand effort d'un peuple aux abois. Des liges de bourgeois en uniforme coupaient les rues; des patrouilles effarées battaient le pavé..... Parlerai-je de la répression? "Ouvriers et vous tous qui tenez encore les armes levées contre la République, une dernière fois au nom de tout ce qu'il y a de respectable, de saint, de sacré pour les hommes, déposez vos armes à l'Assemblée nationale, la nation tout entière vous le demandent. On vous dit que de cruelles vengeance vous attendent; ce sont nos ennemis, les vôtres qui parlent ainsi! On vous dit que vous serez sacrifiés de sang-froid! Venez à nous, venez comme des frères repentants et soumis à la loi, et les bras de la République sont prêts à vous recevoir".

Telle était la proclamation que, le 26 juin, le général Cavaignac avait adressée aux insurgés. Dans une seconde proclamation adressée, le 26, à la garde nationale et à l'armée, il disait à: «Dans Paris, je vois des vainqueurs et des vaincus. Que mon nom soit maudit, si je consentais à y voir des victimes!».

Jamais, assurément, plus belles paroles n'avaient été prononcées, en un pareil moment surtout! Mais comment cette promesse fut-elle remplie, juste ciel?....

Les représailles eurent, eu maint endroit, un caractère sauvage: c'est ainsi que des prisonniers entassés dans le jardin des Tuileries, au fond du souterrain du bord de l'eau, furent tués au hasard par des balles qu'on leur envoyait à travers les lucarnes; c'est ainsi que des prisonniers furent fusillés à la hâte dans la plaine de Grenelle, au cimetière Mont-Parnasse, dans les carrières de Montmartre, dans la cour de l'hôtel de Cluny, au cloître Saint-Benoît.... et qu'enfin une humiliante terreur plana, la lutte finie, sur Paris dévasté.

Un trait achèvera le tableau.

Le 3 juillet, un assez grand nombre de prisonniers furent retirés des caves de l'Ecole militaire pour être conduits à la préfecture de police, et, de là, dans les forts. On les lia quatre à quatre par les mains et avec des cordes très serrées. Puis, comme ces malheureux avaient de la peine à marcher, épuisés qu'ils étaient par la faim, on apporta devant eux des écuelles remplies de soupe. Ayant les mains garrottées, ils furent obligés de se coucher sur le ventre et de se traîner jusqu'aux écuelles comme des animaux, aux éclats de rire des officiers de l'escorte, qui appelaient cela le socialisme en pratique. Je tiens le fait d'un de ceux qui fut infligé ce supplice.

(Histoire de la Révolution de 1848, par Louis Blanc, tome second) .

Voilà donc l'humanité bourgeoise, et nous avons vu comment, plus tard, la justice des républicains bourgeois s'est manifestée par la transportation, sans jugement, par simple mesure de sûreté générale, de 4.348 citoyens sur 15.000 citoyens arrêtés.

les criminels et forçats détenus dans les prisons et dans les bagnes, qu'il ne lui en a fait en respectant et faisant respecter la liberté et la propriété des bonapartistes, en les laissant librement consommer la ruine de la France! Non, mille fois non! Les forçats libérés tueraient quelques dizaines, disons quelques centaines, ou bien mêmes quelques milliers d'individus, - les Prussiens en tuent bien d'avantage chaque jour; - puis ils seraient vite repris et réemprisonnés par le peuple lui-même. Les bonapartistes tuent le peuple, et pour peu qu'on les laisse faire encore quelque temps, c'est le peuple entier, c'est la France qu'ils mettront en prison.

Mais comment arrêter et retenir en prison tant de gens sans aucun jugement? Ah! qu'à cela ne tienne! Pour peu qu'il se trouve en France un nombre suffisant de juges intègres, et pour peu qu'ils se donnent la peine de fouiller dans les actes passés des serviteurs de Napoléon III, ils trouveront bien sans doute de quoi condamner les trois quarts au bagne et beaucoup d'entre eux même à mort, en leur appliquant simplement et sans aucune sévérité excessive le Code criminel.

D'ailleurs, les bonapartistes eux-mêmes n'ont-ils pas donné l'exemple? N'ont-ils pas, pendant et après le coup de décembre, arrêté et emprisonné plus de 26.000, et transporté en Algérie et à Cayenne plus de 13.000 citoyens patriotes? On dira qu'il leur était permis d'agir ainsi, parce qu'ils étaient des bonapartistes, c'est-à-dire des gens sans foi, sans principe, des brigands, Mais que les républicains, qui luttent au nom du droit et qui veulent faire triompher le principe de la justice, ne doivent pas, ne peuvent pas en transgresser les conditions fondamentales et premières. Alors je citerai un autre exemple.

En 1848, après votre victoire de juin, Messieurs les républicains bourgeois, qui vous montrez si scrupuleux maintenant sur cette question de justice, parce qu'il s'agit d'en faire l'application aujourd'hui aux bonapartistes, c'est-à-dire à des hommes qui, par leur naissance, leur éducation, leurs habitudes, leur position dans la société et par leur manière d'envisager la question sociale, la question de l'émancipation du prolétariat, appartiennent à votre classe, sont vos frères; — après ce triomphe remporté par vous en juin sur les ouvriers de Paris, l'Assemblée nationale dont vous étiez, Monsieur Jules Favre, dont vous étiez, Monsieur Crémieux, et au sein de laquelle, vous au moins, Monsieur Jules Favre, vous étiez en ce moment, avec M. Pascal Duprat, votre confrère, l'un des organes les plus éloquents de la réaction furieuse; - cette Assemblée de républicains bourgeois n'a-t-elle pas souffert que, pendant trois jours de suite, la bourgeoisie furieuse fusillât, sans aucun jugement, des centaines, pour ne point, dire des milliers d'ouvriers désarmés? Et, immédiatement, après, n'a-t-elle pas fait jeter dans les pontons 15.000 ouvriers, sans aucun jugement, par simple mesure de sûreté publique? Et après, qu'ils furent restés des mois, demandant vainement, cette justice au nom de laquelle vous faites tant de phrases maintenant, dans l'espoir que ces phrases pourront masquer votre connivence avec la réaction, cette même Assemblée de républicains bourgeois, vous ayant toujours à sa tête, Monsieur Jules Favre, n'en avait-elle pas fait condamner 4.348 à la transportation, encore sans jugement et toujours par mesure de sûreté générale? Allez, vous n'êtes tous que d'odieux hypocrites!

Comment se fait-il que M. Jules Favre n'ait pas retrouvé en lui-même et n'ait pas cru bon d'employer contre les bonapartistes un peu de cette fière énergie, un peu de cette férocité impitoyable, qu'il a si largement manifestés en juin 1848, lorsqu'il s'agissait de frapper des ouvriers socialistes? Ou bien pense-t-il que les ouvriers, qui réclament leur droit à la vie, aux conditions d'une existence humaine, qui demandent, les armes à la main, la justice égale pour tous, soient plus coupables que les bonapartistes qui assassinent la France?

Eh bien, oui! Telle est incontestablement, non sans doute la pensée explicite, - une telle pensée n'oserait s'avouer à elle-même, - mais l'instinct profondément bourgeois qui inspire tous les décrets du gouvernement de la Défense Nationale, aussi bien que les actes de la majeure partie de ses délégués provinciaux: commissaires-généraux, préfets, sous-préfets, procureurs généraux et procureurs de la République, qui, appartenant soit au barreau, soit à la presse républicaine, représentent, pour ainsi dire, la fine fleur du jeune radicalisme bourgeois. Aux yeux de tous ces ardents patriotes, de même que dans l'opinion historiquement constatée de M. Jules Favre, la Révolution sociale constitue pour la France un danger encore plus grave que l'invasion étrangère elle-même. Je veux bien croire que, sinon tous, au moins la plus grande partie de ces dignes citoyens feraient volontiers le sacrifice de leur vie pour sauver la gloire, la grandeur et l'indépendance de la France; mais je suis également et même plus certain, d'un autre côté, qu'une majorité plus considérable encore, parmi eux, préférera voir plutôt cette

noble France subir le joug temporaire des Prussiens, que de devoir son salut à une franche révolution populaire qui démolirait inévitablement du même coup la domination économique et politique de leur classe. De la leur indulgence révoltante, mais forcée pour les partisans si nombreux et malheureusement encore trop puissants de la trahison bonapartiste, et leur sévérité passionnée, leurs persécutions implacables contre les socialistes révolutionnaires, représentants de ces classes ouvrières qui, seules, prennent aujourd'hui la délivrance du pays au sérieux.

Il est évident que ce ne sont pas de vains scrupules de justice, mais bien la crainte de provoquer et d'encourager la Révolution sociale qui empêche le gouvernement de sévir contre la conspiration flagrante du parti bonapartiste. Autrement comment expliquer qu'il ne l'ait pas fait déjà le 4 septembre? A-t-il pu douter un seul instant, lui qui a osé prendre sur lui la terrible responsabilité du salut de la France, de son droit et de son devoir de recourir aux mesures les plus énergiques contre les infâmes partisans d'un régime qui, non content d'avoir plongé la France dans l'abîme, s'efforce encore aujourd'hui de paralyser tous ses moyens de défense, dans l'espoir de pouvoir rétablir le trône impérial avec l'aide et sous le protectorat des Prussiens.

Les membres du gouvernement de la Défense Nationale détestent la révolution, soit. Mais s'il est avéré et s'il devient de jour en jour plus évident, que dans la situation désastreuse dans laquelle se trouve placée la France, il ne lui reste plus d'autre alternative que celle-ci: ou la Revolution, ou le joug des Prussiens, ne considérant la question qu'au point de vue du patriotisme, ces hommes, qui ont assumé le pouvoir dictatorial, au nom du salut de la France, ne seront-ils pas des criminels, ne seront-ils pas, eux-mêmes, des traîtres à la patrie, si, par haine de la Révolution, ils livrent la France, ou seulement la laissent livrer, aux Prussiens?

Voici bientôt un mois que le régime impérial, renversé par les baïonnettes prussiennes, a croulé dans la boue. Un gouvernement provisoire, composé de bourgeois plus ou moins radicaux, a pris sa place. Qu'a-t-il fait pour sauver la France?

Telle est la véritable question, l'unique question. Quant à celle de la légitimité du gouvernement de la Défense Nationale et de son droit, je dirai plus, de son devoir d'accepter le pouvoir des mains du peuple de Paris, après que ce dernier eut enfin balayé la vermine bonapartiste, elle ne put être posée, le lendemain de la honteuse catastrophe de Sedan, que par des complices de Napoléon III, ou, ce qui veut dire la même chose, par des ennemis de la France. M. Emile de Girardin fut naturellement de ce nombre (4).

(4) Aucun ne personnifie mieux l'immoralité politique et sociale de la bourgeoisie actuelle que M. Emile de Girardin. Charlatan intellectuel sous les apparences d'un penseur sérieux, apparences qui ont trompé beaucoup de gens, jusqu'à Proudhon lui-même, qui eut la naïveté de croire que M. de Girardin pouvait s'attacher de bonne foi et pour tout de bon à un principe quelconque, le ci-devant rédacteur de *la Presse* et de *la Liberté* est pire qu'un sophiste, c'est un sophistiqueur, Un fraudeur de tous les principes. Il suffit qu'il touche à l'idée la plus simple, la plus vraie, la plus utile, pour qu'elle soit immédiatement faussée et empoisonnée. D'ailleurs, il n'a jamais rien inventé; son affaire ayant toujours consisté à falsifier les inventions d'autrui. Ou le considère, dans un certain monde, comme le plus habile créateur et rédacteur de journaux. Certes, sa nature d'exploiteur et de falsificateur des idées d'autrui, et son charlatanisme effronté, ont dû le rendre très propre à ce métier, toute sa nature, tout son être se résumant en ces deux mots: réclame et chantage. Au journalisme il doit toute sa fortune; et l'on ne devient pas riche par la presse, quand on reste honnêtement attaché à la même conviction et au même drapeau? Aussi, nul n'a poussé aussi loin l'art de changer habilement et à temps ses convictions et ses drapeaux. Il a été, tour à tour, orléaniste, républicain et bonapartiste, et il serait devenu légitimiste ou communiste au besoin. On le dirait doué de l'instinct des rats, car il a toujours su quitter le vaisseau de l'Etat à la veille du naufrage. C'est ainsi qu'il avait tourné le dos au gouvernement de Louis-Philippe quelques mois avant la révolution de Février, non pour les raisons qui poussèrent la France à renverser le trône de Juillet, mais pour des raisons propres à lui et dont les deux principales furent sans doute son ambition vaniteuse et son amour du lucre déçus. Le lendemain de Février, il se pose en républicain très ardent, plus républicain que les républicains de la veille; il propose ses idées et sa personne; une idée par jour, naturellement dérobée à quelqu'un, mais préparée, transformée car M. Emile de Girardin lui-même, de manière à empoisonner quiconque l'accepterait de ses mains; une apparence de vérité, avec un inépuisable fond de mensonge; - et sa personne, portant naturellement ce mensonge et avec lui le discrédit et le malheur sur toutes les causes qu'elle embrasse. Idées et personne furent repoussés par le mépris populaire. Alors M. de Girardin devint l'ennemi implacable de la République. Nul ne conspira aussi méchamment contre elle, nul ne contribua autant, au moins d'intention, sa chute. Il ne tarde pas à devenir l'un des agents les plus actifs et les plus intrigants de Bonaparte. Ce journaliste et cet homme d'Etat étaient faits pour s'entendre. Napoléon III réalisait, en effet, tous les rêves de M. Emile de Girardin. C'était l'homme fort, se jouant, comme lui, de tous les principes, et doué d'un cœur assez large pour s'élever au-dessus de tous les vains scrupules de conscience, au-dessus de tous les étroits et ridicules préjugés d'honnêteté, de délicatesse, d'honneur, de moralité publique et privée, au-dessus de tous les sentiments d'humanité; scrupules, préjugés et sentiments, qui ne

Si le moment n'était pas aussi terrible, on aurait pu rire beaucoup en voyant l'effronterie incomparable de ces gens. Ils surpassent aujourd'hui Robert Macaire, le chef spirituel de leur Eglise, et Napoléon III, lui-même, qui en est le chef visible.

Comment! Ils ont tué la République et fait monter le digne empereur sur le trône, par les moyens que l'on sait. Pendant vingt ans de suite, ils ont été les instruments très intéressés et très volontaires des plus cyniques violations de tous les droits et de toutes les légitimités possibles; ils ont systématiquement corrompu, empoisonné et désorganisé la France, ils l'ont abêtie; ils ont enfin attiré sur cette malheureuse victime de leur cupidité et de leur honteuse ambition des malheurs dont l'immensité dépasse tout ce que l'imagination la plus pessimiste avait pu prévoir. En présence d'une catastrophe si horrible et dont ils ont été les auteurs principaux, écrasés par le remords, par la honte, par la terreur, par la crainte d'un châtement populaire, mille fois mérité, ils auraient dû rentrer sous terre, n'est-ce pas? ou se réfugier au moins, comme leur maître, sous le drapeau des Prussiens, le seul qui soit capable de couvrir aujourd'hui leur saleté. Eh bien non, rassurés par l'indulgence criminelle du gouvernement de la Défense Nationale, ils sont restés à Paris et ils se sont répandus dans toute la France, réclamant à haute voix contre ce gouvernement qu'ils déclarent illégal et illégitime, au nom des droits du peuple, au nom du suffrage universel.

Leur calcul est juste. Une fois la déchéance de Napoléon III devenue un fait irrévocablement accompli, il ne reste plus d'autre moyen de le ramener en France que le triomphe définitif des Prussiens. Mais pour assurer et pour accélérer ce triomphe, il faut paralyser tous les efforts patriotiques et réellement révolutionnaires de la France, détruire, dans leur racine tous les moyens de défense, et pour atteindre ce but, la voie la plus courte, la plus certaine, c'est la convocation immédiate d'une Assemblée constituante. Je le prouverai.

peuvent qu'entraver l'action politique; c'est l'homme de l'époque, en un mot, évidemment appelé à gouverner le monde. Pendant les premiers jours qui suivirent le coup d'Etat, il y eut quelque chose comme une brouille légère entre l'auguste souverain et l'auguste journaliste. Mais ce ne fut autre chose qu'une bouderie d'amants, non une dissidence de principes. M. Emile de Girardin ne se crut point suffisamment récompensé. Il aime, sans doute, beaucoup l'argent, mais il lui faut aussi des honneurs, une participation au pouvoir. Voilà ce que Napoléon III, malgré toute sa bonne volonté, ne put jamais lui accorder. Il y eut toujours près de lui quelque Morny, quelque Fleury, quelque Billault, quelque Rouher, qui l'en empêchèrent. De sorte que ce ne fut seulement que vers la fin de son règne qu'il put conférer à M. Emile de Girardin la dignité de sénateur de l'empire. Si Emile Ollivier, l'ami de coeur, l'enfant adoptif et en quelque sorte la créature de M. Emile de Girardin, n'était pas tombé sitôt, nous aurions vu, sans doute, le grand journaliste ministre. M. Emile de Girardin fut un des principaux auteurs du ministère Ollivier. Dès lors, son influence politique s'accrut. Il fut l'inspirateur et le conseiller persévérant des deux derniers actes politiques de l'empereur qui ont perdu la France: le plébiscite et la guerre. Adorateur désormais agréé de Napoléon III, ami du général Prim en Espagne, père spirituel d'Emile Ollivier, et sénateur de l'empire, M. Emile de Girardin se sentit trop grand homme à la fin pour continuer son métier de journaliste. Il abandonna la rédaction de *la Liberté* à son neveu et disciple, au propagateur fidèle de ses idées, M. Détrouyat; et comme une jeune fille qui se prépare pour sa première communion, il se renferma lui-même dans un recueillement méditatif, afin de recevoir avec toute la dignité convenable ce pouvoir si longtemps convoité et qui allait enfin tomber dans ses mains. Quelle désillusion amère! Abandonné cette fois par son instinct ordinaire, M. Emile de Girardin n'avait point senti que l'empire croulait, et que c'étaient précisément ses inspirations, et ses conseils qui le poussaient dans l'abîme. Il n'était plus temps pour faire volte-face. Entraîné dans la chute, M. de Girardin tombe de toute la hauteur de ses rêves ambitieux, au moment même où ils semblaient devoir s'accomplir... Il tombe aplati, et cette fois définitivement annulé. Depuis le 4 septembre, il se donne toutes les peines du monde, mettant en oeuvre ses anciens artifices, pour attirer sur lui l'attention du public. Il ne se passe pas une semaine que son neveu, le nouveau rédacteur de *la Liberté*, ne le proclame le premier homme d'Etat de la France et de l'Europe. Tout cela est en pure perte. Personne ne lit *la Liberté*, et la France a bien autre chose à faire que de s'occuper des grandeurs de M. Emile de Girardin. Il est bien mort, cette fois, et Dieu veuille que le charlatanisme moderne de la parole, qu'il a tant contribué à créer, soit également mort avec lui.